

- contrôler les détroits clés de la région;
- attaquer les Lignes de communications maritimes (SLOC) alliées dans toute la région.

Tous ces objectifs soulignent l'importance stratégique des Territoires du Nord et des îles Kouriles et expliquent pourquoi l'U.R.S.S. les avait placés dans une «zone de contrôle maritime». Cette zone aurait facilité le mouvement des forces navales soviétiques entre la mer d'Okhotsk et la mer du Japon, y compris l'approvisionnement de Petropavlovsk.

En cas d'ouverture des hostilités, on se serait sérieusement disputé les détroits avoisinant le Japon. Les Soviétiques auraient pu fournir des forces navales et aériennes crédibles pour défendre les Territoires du Nord, les îles Kouriles et le Pacifique Ouest. Les planificateurs soviétiques s'étaient rendu compte que les navires américains et japonais auraient été capables de mettre à mal les bâtiments soviétiques dans des zones maritimes exigües et que les sous-marins et bombardiers d'attaque soviétiques auraient pu attaquer les forces navales et aériennes alliées, en particulier les groupes aéronavals, avant que ceux-ci n'aient eu le temps, d'une part, d'arriver à portée de tir de l'U.R.S.S. et, d'autre part, de participer à la bataille aérienne au-dessus des Territoires du Nord, des îles Kouriles et de l'île d'Hokkaido.

15. Certes, le Japon continuera de participer de plus en plus aux frais d'entretien des forces américaines stationnées sur son territoire (ceci afin d'apaiser les craintes exprimées à ce sujet par l'Administration et le Congrès). Quant au montant global des dépenses de défense, il continuera à augmenter à son rythme actuel, mais il subira les contrecoups d'une éventuelle baisse du yen et des recettes fiscales du gouvernement.
16. Voir le Document No 91/8 du Groupe de la planification des politiques, intitulé «La sécurité pour le Canada et l'Asie-Pacifique : Dialogue sur la sécurité coopérative dans le Pacifique Nord - Les tendances», Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada, novembre 1991.
17. Les propositions relatives à la sécurité de l'Asie-Pacifique ont reçu de la part des Japonais un accueil presque toujours négatif. Les initiatives prises par la Mongolie et la Corée ont fait l'objet de commentaires favorables, mais n'ont pas eu de suite. Tokyo a écarté les propositions soviétiques, considérées comme égoïstes et trompeuses, et a critiqué l'Australie et le Canada pour leur naïveté, parce qu'ils semblaient s'aligner sur le programme régional soviétique ou imposer des modèles européens à l'Asie. Or, la démarche révolutionnaire adoptée par l'ASEAN pour la préparation de la réunion de 1991 du Comité de gestion des programmes (PMC) a